

31987



Distr.: LIMITEE

CEA/TNG/CDSR/CIE/XIV/CRP/1
Mai 1998

Original:

NATIONS UNIES

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

**CENTRE DE DEVELOPPEMENT SOUS-REGIONAL
POUR L'AFRIQUE DU NORD (CDSR)**

ALGERIE

**BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL 1996/97
ET PERSPECTIVES POUR 1998**

Document non édité

TABLE DES MATIERES

RESUME	1
TENDANCES PAR SECTEUR D'ACTIVITE	2
AGRICULTURE	2
ENERGIE ET MINES	2
SECTEUR INDUSTRIEL NON-PETROLIER.....	3
LOGEMENT ET CONSTRUCTION	4
TENDANCES MACRO-ECONOMIQUES	5
DEPENSES GLOBALES.....	5
INVESTISSEMENT.....	5
FINANCES PUBLIQUES.....	6
MONNAIE, CREDIT ET TAUX DE CHANGE.....	6
PRIX ET INFLATION	7
BALANCE DES PAIEMENTS.....	8
QUELQUES INDICATEURS SOCIAUX.....	9
EMPLOI.....	9
SECURITE SOCIALE.....	10
PERSPECTIVES POUR 1998-1999	11

RESUME

Le taux de croissance de l'économie algérienne serait de l'ordre de 4% en 1997, selon les estimations, soit un rythme stable par rapport à l'année précédente. La période écoulée a été marquée par une évolution positive des principaux indicateurs macro-économiques : baisse du rythme d'accroissement des prix, stabilisation du taux de change, maîtrise des finances publiques avec un surplus estimé à 3% et une nette amélioration des comptes extérieurs. Parmi les secteurs qui ont soutenu l'activité se classent l'agriculture (+21,3%), l'énergie et le BTP (+4,5%). En revanche, la tendance à la baisse s'est poursuivie dans l'industrie, en particulier le secteur industriel public (hors hydrocarbures) dont la production enregistre une chute de près de 10%. L'activité économique a bénéficié de la conjonction de trois facteurs : en premier lieu, des conditions climatiques très favorables et la mise en œuvre de mesures de gestion et d'incitation, qui ont favorisé l'extension des surfaces cultivées et l'accroissement de la

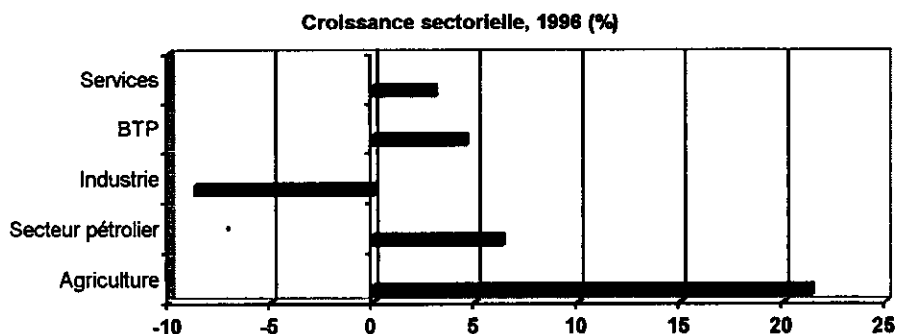
productivité agricole; notamment la production céréalière; en deuxième lieu, une conjoncture internationale favorable, marquée par (i) une forte croissance du commerce international et par une hausse des cours du pétrole provoquée par l'augmentation de la demande; (ii) l'appréciation du dollar par rapport à d'autres monnaies; et (iii) la baisse des taux d'intérêt sur les principales places financières; troisièmement, enfin, un environnement domestique rendu plus stable par la rigueur observée dans la mise en œuvre du programme de réforme. Il est nécessaire, cependant, de poursuivre le processus de restructuration économique pour aplanir les difficultés qui subsistent encore et réaliser une croissance durable. En effet, la restructuration du secteur industriel et le renversement de la tendance à la baisse de l'activité dans ce secteur sont des défis majeurs auxquels le pays reste confronté. Mais la mise en œuvre du processus de restructuration sans réduire les possibilités d'embauche est un exercice extrêmement délicat dont dépend la stabilité sociale.

PRINCIPAUX INDICATEURS MACRO-ECONOMIQUES, 1995-1998

	1995	1996	1997 ^e	1998 ^p
Croissance réelle du PIB (%)	3,9	4,0	4,0	3,5
Solde budgétaire (en % du PIB)	+0,6	+4,0	+2,6	-3,0
Taux d'inflation (% moy. annuelle)	29,8	18,7	8,0	6,0
Taux de change moyen DA : \$	53,5	56,2	57,5	60,0
Exportations (milliards \$)	10,2	13,5	12,8	13,0
Importations (milliards \$)	10,8	8,9	8,0	9,0
Balance commerciale (mds \$)	-0,6	4,5	4,8	4,0
Comptes courants (milliards \$)	-1,8	+3,3	+3,5	+3,0
Réserves (milliards \$)	2,0	4,2	8,0	8,0
Mois d'importation	1,7	4,1	7,3	7,7
Ratio du service de la dette (%)	38,4	26,3 ^e	25,1	n.d.
Production de pétrole brut (mn b/j)	1,2	1,3	1,3	1,4
Production de gaz (milliards de m ³)	61,0	68,0	75,0	n.d.

(e) = estimation; (p) = prévision; (n.d.) = données non disponibles.

Sources : Informations nationales; FMI; Business Monitor International.



TENDANCES PAR SECTEUR D'ACTIVITE

AGRICULTURE

En 1996-1997, le secteur agricole a affiché une croissance soutenue de 21,3% en 1996 contre 15% en 1995. Cette dynamique s'est poursuivie en 1997. Le secteur a bénéficié d'une part, de conditions climatiques favorables et, d'autre part, de l'amélioration des structures de gestion et de l'impact des mesures d'incitation. L'action conjuguée de ces facteurs s'est traduite par un accroissement de la productivité et un élargissement des surfaces cultivées, avec pour résultat une production agricole

beaucoup plus importante que dans les périodes précédentes. La réforme agraire en préparation devrait ouvrir la voie à la privatisation des fermes agricoles d'Etat. La loi y afférent permettrait de clarifier la législation sur la propriété de la terre, et encourager de ce fait les investissements privés dans ce secteur. Les mesures récentes de redistribution de terres au privé devraient rapporter plus de 1 milliard de dollars et contribuer à la création de 500 mille emplois.

PRODUCTION DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES 1992-1995

	1992	1993	1994	1995
Céréales ¹	33,3	14,5	9,6	21,4
Sylviculture ¹	12,5	12,4	11,7	10,9
cheptel ²	10,2	11,3	9,2	9,6
Pêche ³	95,3	101,9	135,4	105,9

(1) = millions de quintaux; (2) = millions de têtes; (3) milliers de tonnes

Sources : Données nationales

HYDROCARBURES

Le secteur des hydrocarbures contribue pour près de 30% à la formation du PIB et génère la quasi totalité des recettes d'exportation. De fait, ce secteur joue un rôle crucial dans la croissance et les équilibres macro-économiques de l'économie algérienne et sa performance détermine celle de l'ensemble de l'économie. En 1996, la valeur ajoutée du secteur pétrolier a enregistré une croissance supérieure à 6% par rapport à 1995. Ce rythme a accusé un léger fléchissement en 1997. La production totale de pétrole brut a augmenté, en 1996, de près de 2 millions de tonnes pour s'inscrire à 37,7 millions de tonnes. Les nouvelles réserves probables, découvertes au cours de ces trois dernières années, sont estimées à 800 millions de tonnes. Elles permettront une extension de la durée de vie des réserves globales de

25 ans actuellement à 40 ans. Selon les experts, le champ de Ghadames, situé près de la frontière libyenne, devrait produire, au cours de la décennie à venir, 500.000 barils/jour, soit 25 millions de tonnes/an dès l'an 2002. La société nationale d'hydrocarbures, Sonatrach, prévoit de produire 1,5 millions de barils/jour, soit 65 millions de tonnes équivalent pétrole dès le début du siècle prochain contre 50 millions de tep en moyenne par an depuis 1990. La production du gaz naturel a également progressé de près de 8 milliards de mètres cubes pour atteindre 122,6 milliards de mètres cubes. La mise en service du gazoduc Transmed (gazoduc Maghreb-Europe) en novembre 1996, qui dessert l'Espagne et le Portugal via le Maroc va permettre à L'Algérie d'exporter 10 milliards de m³ supplémentaires par an.

TENDANCES DU SECTEUR PETROLIER

	1995	1996	1997e	1998p
Prix du pétrole brut (\$/baril)	17,58	21,69	18,80	13,50
Production (millions barils/jour)	1,21	1,26	1,35	1,30
Exportation de pétrole et gaz (mds \$)	9,70	12,60	12,30	n.d.

(e)/(p) = estimation/projection

Sources : Données nationales

INDUSTRIE ET MINES

L'industrie reste encore le principal goulot d'étranglement dans le processus de restructuration des secteurs productifs de l'économie algérienne. En 1996, l'industrie a poursuivi sa tendance à la baisse, avec un recul des de la production des entreprises industrielles du secteur public estimé à 10,6%. Cette faible performance industrielle est attribuée à un ensemble de problèmes structurels. La mauvaise performance du secteur industriel en 1996-1997 a été aggravée par des difficultés financières provoquées en grande partie par l'insuffisance des financements publics et le manque d'opportunités sur le marché intérieur et extérieur. Cependant, des signes encourageants ont été relevés en ce qui concerne le moyen terme au moins. Il semble que les efforts consentis pour attirer des investissements allemands, japonais ou sud-coréens vers les grandes entreprises publiques pourraient aboutir en particulier dans la perspective de la privatisation du constructeur national des véhicules lourds: Entreprise nationale des véhicules industriels (ENVI). Bien que le secteur industriel soit encore affecté par un certain nombre de problèmes structurels, il importe de souligner que de nombreux signes laissent prévoir une relance industrielle à moyen terme dans la perspective du processus de

privatisation en cours. Cet optimisme repose sur un ensemble de facteurs dont:

- la rigueur avec laquelle le gouvernement conduit le processus de réforme de l'environnement macro-économique;
- l'existence d'une base solide d'infrastructures susceptible de servir de levier à la relance du secteur industriel;
- la multiplication des signes indiquant le désir des investisseurs étrangers de participer à des joint-ventures et à d'autres projets d'investissement dans ce secteur;
- l'impact positif que pourrait avoir la nouvelle Bourse de valeurs dynamisée par la confiance des opérateurs locaux.

En outre, pour relancer le secteur des mines et des carrières, dont la valeur ajoutée a baissé de 10 % en 1997, les Autorités ont pris une série d'initiatives pour attirer les investissements étrangers, en particulier japonais et australiens dans ce secteur. Des études effectuées par l'Office de recherche géologique et minière montrent en effet que le sous-sol algérien semble renfermer de substantielles réserves de diamant et d'or.

INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (1989 = 100)

	Valeur	Coût de production	Valeur	Coût de production
Energie	132,4	463,4	138,3	641,5
Mines et carrières	81,1	416,9	78,1	569,5
Matériaux de construction	89,7	655,5	93,7	695,6
Produits chimiques	86,2	548,9	75,0	644,2
Industries alimentaires	89,0	735,3	85,5	924,6
Textiles	73,1	325,3	53,1	377,2
Cuir	42,6	434,7	29,3	538,8
Bois et pâte à papier	60,1	513,4	48,5	593,8
Autres industries	46,6	258,9	25,6	240,1
Ensemble des industries	82,9	567,3	74,1	665,6

Sources : Données nationales.

LOGEMENT ET CONSTRUCTION

Le BTP a enregistré une reprise en 1996 avec un taux de croissance record de 4,5% contre 0,7 seulement en 1994-1995. Compte tenu de la dégradation du secteur industriel, la croissance du BTP semble provenir essentiellement de la mise en œuvre d'un ambitieux programme de construction

de logements. D'autre part, le BTP a bénéficié, dans une moindre mesure, des financements publics dans plusieurs secteurs dont le secteur pétrolier. Ces deux tendances ont été soutenues par la régularité des approvisionnements en matériaux de construction et la hausse relativement modérée de leurs prix.

TENDANCE DE LA PRODUCTION DE CERTAINS MATERIAUX DE CONSTRUCTION

Produits	1994	1995	1996
Ciment	6093,0	6783,2	7470,0
Béton	189,5	177,2	129,6
Briques et tuiles	1578,4	1508,4	1607,3
Plâtre	171,3	170,3	181,2
Peinture	101,6	94,3	89,3
Agrégat	5419,4	533,1	4889,6
Faïence	2104,3	2716,8	2633,6

Sources : Données nationales

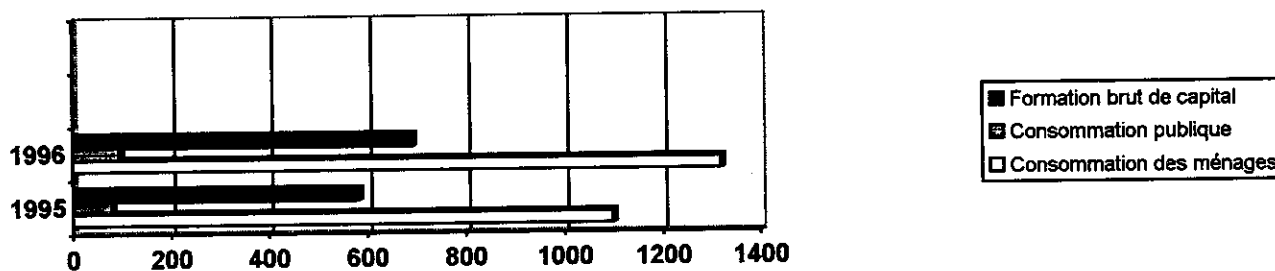
TENDANCES MACRO-ECONOMIQUES

DEPENSES GLOBALES

Les données relatives à la structure du PIB par type de dépenses montrent que la consommation finale aux prix courants a progressé de près de 20 pour cent, soit une faible augmentation de près de 2% seulement en termes réels. Cette tendance a été observée dans les secteurs public et privé. La formation brut de capital fixe a également augmenté à prix courants de 19%, soit une hausse très marginale en termes réels. Ainsi, la structure du revenu

national ne semble pas avoir sensiblement varié au cours de la période 1996-1997. Du point de vue des identités comptables, il apparaît clairement que la croissance du revenu a surtout permis au pays de se remettre financièrement en selle, car elle s'est essentiellement traduite par un important excédent du commerce extérieur et un renforcement des réserves internationales qui s'élevaient, fin 1997, à 8 milliards de dollars, soit environ 8 mois d'importation.

Dépenses du PIB (prix courants, milliards de DA)



INVESTISSEMENT

D'une manière générale, l'accroissement du PIB en 1996-1997 aurait dû se traduire par une progression du revenu domestique disponible à la consommation et à l'investissement. De fait, l'économie a enregistré des taux élevés d'épargne (publique et privée) suite à une consommation plus faible que le taux de croissance du PIB. Les consommations publique et privées ont progressé de 2% seulement indiquant une faible élasticité par rapport au revenu. Cette tendance devrait être maintenue pendant la période du redressement économique tout en prenant soin d'éviter une déflation excessive de l'activité économique. Cependant, il convient de tenir compte, lors de l'analyse de ces tendances des dépenses du PIB, du fait que l'épargne et l'investissement ont été particulièrement sensibles à l'évolution des dépenses publiques. Compte tenu des réformes en cours,

l'épargne publique risque d'être inutilisée si les pouvoirs publics s'abstiennent de s'engager dans des programmes d'investissement. En procédant à ce type d'analyse, il faudra également tenir compte de l'évolution de l'investissement dont la croissance a été plus rapide en 1996 avec un taux de 3.5% contre 3% en 1995. Cependant, la part de l'investissement dans la structure du PIB a en réalité baissé passant de 29.5% à 27,6%. Cette performance indique probablement que des changements structurels se sont produits dans le taux de rémunération du capital dans le sillage du processus de réforme. Globalement, la confiance accrue des milieux d'affaires locaux a été un levier pour l'investissement, en témoigne la multiplication des projets d'investissement présentés à l'Agence pour la Promotion et le Soutien des investissements (APSI), dont le nombre a dépassé 7000 projets à la fin de 1997.

FINANCES PUBLIQUES

En 1996 et 1997 les opérations du Trésor se sont déroulées dans un environnement favorable marqué par la hausse des prix du pétrole. Le budget de l'Etat a dégagé un surplus important estimé à 75 milliards; soit 3% du PIB. Cette performance n'est d'ailleurs pas un fait conjoncturel mais s'inscrit plutôt dans une tendance positive observée depuis 1994. En termes globaux, les recettes publiques ont progressé de manière très importante avec un taux de croissance de 37,3% dont 22% revenaient aux recettes pétrolières. A ce rythme, les recettes globales se sont établies à 825 milliards de DA alors que les revenus pétroliers se sont situés à 496 milliards. Les autres composantes des recettes publiques, soit 35% des recettes globales, ont enregistré une croissance

modérée; en particulier les taxes à l'importation. Cependant, les efforts consentis par les pouvoirs publics pour endiguer l'évasion fiscale se sont soldés par un accroissement des impôts indirects qui ont dépassé, pour la première fois depuis 1988, les recettes des impôts sur le revenu. En effet, ces dernières sont passées de 1,6% en 1995 à 1,3% en 1996. Les dépenses publiques se sont accrues de 23% en 1996. La croissance du budget de l'Etat a été en phase avec le processus de réforme passant de 22,6% en 1995 à 22% du PIB en 1996. Les dépenses affectées au développement ont baissé à leur tour passant de 10% du PIB en 1989 à 7% en 1996. Mais les entreprises publiques restent largement tributaires des ressources publiques.

BUGET DE L'ETAT (milliards de DA)

	1995	1996	1997e	1998p
Revenu global	600,9	825,1	881,5	901,5
- dont revenus pétroliers	336,1	496,0	507,0	528,0
dépenses courantes	589,3	724,6	664,7	771,7
Dépenses en capital	444,6	550,6	281,5	208,5
Excédent (+)/déficit global (-)	-28,4	75,2	64,7	78,7
- en % du PIB	-1,4	3,0	-2,6	-2,6

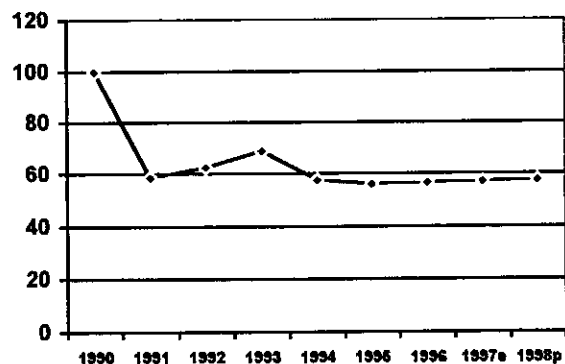
Sources : Données officielles

MONNAIE, CREDIT ET TAUX DE CHANGE

La croissance de l'offre de crédit en 1996 a été en phase avec la progression du PIB avec cependant un rythme plus lent que dans les périodes précédentes où la croissance du PIB avait été pourtant plus faible. Grâce à cette évolution, la liquidité de l'économie est passée de 38,7% en 1995 à 36,3%. Les avoirs extérieurs ont presque doublé en 1996 suite à la reconstitution des réserves nationales. Cette évolution s'est répercutée sur le volume de l'offre de la monnaie. Considérée comme partie intégrante du programme de réforme, la politique de crédit a été renforcée en 1996. Ainsi, plusieurs formes de plafonnement de crédit ont été abandonnées et les taux d'intérêt ont été libéralisés. Le taux de change du dinar algérien s'est nettement stabilisé en 1996 enregistrant une faible dépréciation par rapport au dollar passant de 53.3 dinars algériens pour 1 dollar à 55.8 à la fin de 1996. Cette tendance à la stabilisation s'est poursuivie en 1997 et la monnaie nationale

pourrait devenir entièrement convertible dans un avenir proche.

Taux de change réel DA : \$ (1990 = 100)



Source : Economist Intelligence Unit

OFFRE DE MONNAIE (milliards DA)

	1995	1996 (fin déc)	1997 (fin juin)
Offre de monnaie - M2	799,6	919,6	985,7
dont : monnaie en circulation	249,8	290,6	331,5
Dépôts	269,3	304,6	289,3
Quasi monnaie	280,5	324,4	364,9
M2 en % du PIB	38,7	36,3	25,0
Avoirs étrangers nets	26,3	133,9	251,5
Crédit domestiques	565,6	772,1	694,5

Sources : Données officielles

PRIX ET INFLATION

Les équilibres macro-économiques enregistrés en 196-97 ont eu des effets bénéfiques sur les niveaux des prix et le taux d'inflation. En effet, ce taux a baissé en 1996 et s'est stabilisé à près de 18 pour cent contre près de 30 pour cent en 1995. La tendance à la baisse s'est confirmée en 1997, avec un taux d'inflation annuel de près de 8 pour cent. A l'évidence, cette orientation favorable du taux d'inflation est à attribuer à la stabilisation du taux de change, la libéralisation progressive des prix encadrés et la rigueur de la politique financière gouvernementale. Cependant, l'algérien moyen pense

que son niveau de vie a été entamé par le niveau des prix. Certaines estimations montrent que le coût des besoins de consommation de base d'une famille moyenne a augmenté de 30 pour cent en 1997. Ce sentiment pourrait signifier que les indicateurs macro-économiques du taux d'inflation ne reflètent pas fidèlement l'impact des prix de certains produits sur la vie de la population. A cet égard, il convient de noter que les services; en particulier le transport et le logement, exercent sur le niveau de vie une pression plus forte que ne le laissent apparaître les indicateurs de hausse des prix.

INDICES DE PRIX DE QUELQUES BIENS DE CONSOMMATION

	1995	1996	Var. en %
<i>Par rubrique de consommation</i>			
Alimentation	413,5	487,3	17,8
Habillement et chaussures	290,1	335,2	15,5
Logement	332,2	428,6	29,0
Transport	308,2	421,1	36,0
Mobilier	281,1	320,6	14,1
Soins de santé	383,9	451,7	17,1
Education et loisir	396,9	517,2	30,3
<i>Par catégorie de produits</i>			
Produits agricoles frais	317,9	343,2	7,9
Produits alimentaires traités	594,6	760,3	27,0
Produits manufacturés	351,5	428,1	21,8
Services	293,7	387,2	31,8
Total	371,6	449,1	20,8

Source : Office nationale de la statistique.

BALANCE DES PAIEMENTS

La période 1996-1997 a été particulièrement propice à la balance des paiements, grâce au niveau élevé des prix pétroliers et à la vigueur du dollar en 1996. Le déficit courant enregistré en 1995 s'est transformé en surplus en 1996, représentant 3,9% du PIB. Les données disponibles indiquent que l'économie algérienne a réalisé un excédent, estimé à la fin de l'année 1997 à 4,8 milliards de dollars. Mais le chiffre réel pourrait être supérieur compte tenu d'un volume beaucoup plus important des ventes du pétrole et du gaz naturel. La balance commerciale a atteint un niveau record avec 4,5 milliards de dollars en 1996. Cette performance est attribuée à la progression importante des recettes des exportations.

En effet, la valeur des exportations des marchandises a augmenté de 32% aux prix courants; soit une augmentation de près de 3,3 milliards de dollars par rapport au niveau enregistré en 1995. En termes réels, les exportations totales ont progressé de 7,5% alors que les importations ont baissé de près de 15,7%. Aux prix courants, les prix des importations des marchandises ont baissé de 14% en 1995 et 1996. Le service de la dette s'est amélioré à la suite du rééchelonnement de la dette par les pays créanciers et de la hausse des recettes des exportations en 1996. Ainsi, le ratio du service de la dette a accusé une baisse pour s'établir à 25% des exportations selon les estimations.

TRANSACTIONS AVEC L'EXTERIEURE, 1995-1997

	1995	1996	1997e
Exportations totales (milliards \$)	10,2	13,4	14,1
dont Pétrole et gaz	8,3	12,5	13,6
Importations totales (milliard \$)	10,8	9,1	8,3
Balance commerciale (milliard \$)	-0,5	4,3	5,6
Dette extérieure (milliard \$)	32,6	32,2	35,4
Ratio du service de la dette (%)	38,4	26,3	25,1
Réserves en devises (milliard \$)	2,0	4,2	8,0
Mois d'importation (mois)	1,7	4,1	7,3

(e) = estimation

Sources: FMI; EIU, Business Monitor International

QUELQUES INDICATEURS SOCIAUX

EMPLOI

L'emploi en Algérie n'a pas suivi la même tendance que la croissance générale de l'économie. En effet, le chômage s'est globalement aggravé de 2.9% en 1996 pour toucher 2.2 millions de personnes; soit 28% de la population active. Bien entendu, cette tendance du chômage est un phénomène typique de toutes les économies soumises à des réformes structurelles profondes qui entraînent, la plupart du temps, un rétrécissement substantiel de l'emploi. Ainsi, les pouvoirs publics ont adopté une politique de croissance zéro du nombre de fonctionnaires. D'autre part, la faible performance du secteur industriel a eu des effets négatifs sur l'emploi. En raison d'un taux de chômage relativement élevé, et

de l'instabilité sociale qu'il risque de provoquer, le gouvernement algérien envisage d'engager des actions spécifiques pour créer des emplois dans le cadre du programme d'expansion de l'investissement. Ces actions porteront sur: (i) le lancement de grands travaux, tels que la réfection des voies de chemins de fer, le reboisement des zones montagneuses et le programme de construction de 800.000 logements; (ii) le soutien aux activités susceptible de créer des emplois jeunes; (iii) une privatisation favorable à l'accroissement de l'emploi; (iv) l'instauration d'un environnement propice au travail temporaire. L'objectif est de permettre, à terme, la création de 1,2 millions d'emplois.

INDICATEURS D'EMPLOI (millions)

	1995	1996
Population active	7,56	7,81
Emploi global	5,44	5,62
- Agriculture	1,08	1,15
- Industrie	0,52	0,50
- Construction	0,68	0,70
- Services	0,93	0,95
- Administration	1,29	1,33
- Autres	0,93	0,98
Chômage global	2,12	-
Taux de chômage (%)	28,10	28,0

Sources : Office national de la statistique

Le tableau ci-après indique la structure de l'emploi formel dans le secteur public et privé. Ce tableau montre très clairement que l'agriculture et le secteur public sont les principaux secteurs qui déterminent le niveau de l'emploi dans l'économie algérienne (plus de la moitié). Ce constat est particulièrement important dans le contexte actuel des réformes et indique nettement la nécessité de prendre des mesures en vue de créer d'urgence des emplois dans le secteur privé afin d'éviter des tensions sociales liées au sentiment de frustration alimenté par le chômage.

Structure de l'emploi en 1996 (%)

	Public	Privé	Total
Agriculture	1,1	23,9	25,0
Industrie	7,7	3,3	10,0
BTP	8,1	8,1	16,2
Commerce	1,9	8,3	10,2
Transport	1,9	2,8	4,7
Autres services	1,9	3,7	5,6
Administration	27,2	-	27,2
Total	49,8	50,1	100

Sources : Office nationale des statistiques

SECURITE SOCIALE

En mai 1992, le gouvernement algérien a mis en place des mesures de protection sociale en vue d'atténuer les effets des programmes de réforme économique et, éventuellement, de remplacer le système de subventions accordées à de nombreux biens et services (alimentation, énergie, transport, logement, etc). Ainsi, le soutien financier accordé par le budget de l'Etat à la Sécurité Sociale est passé de 116,9 milliards de DA en 1995 à 143,3 milliards. En

1997, la hausse a été nettement inférieure puisque les fonds publics affectés à la Sécurité Sociale ont été estimés à 146,7 milliards de DA. Il importe de souligner le fait que le programme de Sécurité Sociale s'est caractérisé, en 1996, par un meilleur ciblage des bénéficiaires et une amélioration des services rendus. Grâce à cette amélioration, le nombre de bénéficiaires a baissé de 44,4 pour cent en 1996.

BUDGET SOCIAL DE L'ETAT(milliards DA)

	1995	1996	1997e
Protection sociale	77,9	91,9	91,8
Santé publique	21,3	27,5	27,9
Habitat	7,9	12,5	16,0
Education	9,8	11,4	11,1
Total	116,9	143,3	146,8

Source : Information nationale

AIDE SOCIALE

Nombres de bénéficiaires		1994	1995	1996	1997
	AFS ¹	34.950	512.760	436.300	420.000
	IAIG ²	12.780	337.360	337.360	130.000
	Total	47.730	773.660	773.660	550.000³
Montant des subventions allouées (en milliards DA)		1,2	14,4	11,8	11,8

(1) = Allocation forfaitaire de solidarité (900 DA / mois), destinée aux personnes âgées et aux handicapés inaptes au travail, sans revenu

(2) = Indemnité pour activité d'intérêt général (2800 DA / mois), dont les bénéficiaires sont les personnes sans revenu en contrepartie de leur participation à des activités d'utilité publique.

(3) Prévision de clôture

Sources : Information nationales

PERSPECTIVES POUR 1998-1999

Les perspectives de l'économie algérienne apparaissent moins favorables en raison de la récente évolution défavorable du marché pétrolier. En plus des conditions climatiques et de l'environnement local, la baisse des cours du pétrole sur le marché mondial risque d'hypothéquer l'évolution de l'économie algérienne. Alors que le budget 1998 se fonde sur une estimation prudente des cours pétroliers sur la base de 17 dollars/baril, les cours risquent d'être bien inférieurs en 1998 et se situer entre 13 et 15 dollars/baril. Pour apprécier l'impact de la dégradation des cours de l'or noir sur l'économie, il convient de se rappeler qu'une baisse d'un dollar/baril se traduirait par une chute des revenus pétroliers de l'ordre de 30 milliards de DA. Une telle baisse des recettes impliquerait une révision des prévisions budgétaires et se solderait, en dernière analyse, par un ralentissement de l'activité économique en 1989-1999. En conséquence, on s'attend à ce que la performance de l'économie algérienne en 1997-1998 soit moins vigoureuse qu'en 1996-1997. Quelques tendances probables dans ce cas sont indiquées ci-dessous:

- une croissance moins forte du **PIB**, avec cependant une bonne performance prévue du secteur agricole;
- la tendance dépressive de la **demande intérieure** observée en 1996-1997 se poursuivra compte tenu de la poursuite de la rigueur fiscale, de la politique monétaire et du rétrécissement de l'emploi;
- l'évolution du **taux d'inflation** devrait se stabiliser, voire enregistrer une baisse, si la bonne performance prévue du secteur agricole se réalisait, la demande restait dépressive et le dinar

algérien maintenait son taux de change orienté vers une stabilisation progressive depuis 1966-1997.

Le **déficit budgétaire** est estimé à 78.7 milliards de DA en 1998, soit plus de 2.6% du PIB. Cependant, la performance budgétaire dépendra, dans une large mesure, du comportement des prix du pétrole. Les analystes estiment qu'avec un prix moyen du baril inférieur à 17 dollars (prix moyen retenu comme base pour le calcul budgétaire), l'économie algérienne risque de se ralentir considérablement en 1998-1999, même dans l'hypothèse d'une augmentation de la production. Le ralentissement de l'activité économique affectera les domaines suivants:

- la capacité d'honorer les engagements relatifs au remboursement de la **dette** compte tenu du fait que les remboursements arriveront à échéance sur la dette rééchelonnée dans le cadre du Club de Paris et du Club de Londres;
- une contrainte sur la **balance des paiements** consécutive à la baisse des recettes des exportations à un niveau nettement inférieur à celui enregistré en 1996;
- un ralentissement du processus de **restructuration du secteur industriel** provoqué par la prise en compte par les investisseurs étrangers des risques potentiels;
- les **réserves en devises** risquent d'être soumises à des contraintes beaucoup plus fortes par rapport à la situation confortable observée en 1996-97 où les réserves se sont élevées à 8 milliards de dollars à la fin de 1997.